

Cote du document: EB 2014/LOT/G.7
Date: 13 août 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Kilimo Trust

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Mwatima Juma

Chargée d'appui au programme de pays
Division Afrique orientale et australe
téléphone: +39 06 5459 2896
courriel: m.juma@ifad.org

Tom Anyonge

Conseiller technique principal
Division des politiques et du conseil technique
téléphone: +39 06 5459 2519
courriel: t.anyonge@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

| | |
|---|----------|
| Sigles et acronymes | i |
| Recommandation pour approbation | 1 |
| Première partie – Introduction | 2 |
| Deuxième partie – Recommandation | 2 |

Annexe

| | |
|---|---|
| Le Kilimo Trust: Échanges régionaux d'aliments de base dans la Communauté d'Afrique de l'Est – amener les petits exploitants à "gérer leurs activités agricoles comme une entreprise" grâce à des marchés régionaux de produits alimentaires ouverts à tous | 3 |
|---|---|

Appendice

| | |
|--|--|
| Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats) | |
|--|--|

Sigles et acronymes

| | |
|-------|--|
| CAE | Communauté d'Afrique de l'Est |
| GCRAI | Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale |
| SIG | Système d'information géographique |

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 6.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: le Kilimo Trust

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 920 000 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui à un programme de recherche et de formation mené par le Kilimo Trust. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Le Kilimo Trust: Échanges régionaux d'aliments de base dans la Communauté d'Afrique de l'Est – amener les petits exploitants à "gérer leurs activités agricoles comme une entreprise" grâce à des marchés régionaux de produits alimentaires ouverts à tous.
2. Les objectifs et la teneur de ce programme de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du Fonds ainsi qu'à la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
3. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
4. Cette politique a pour ambition d'obtenir les résultats suivants: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques, s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres, menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
5. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. Le programme d'échanges régionaux d'aliments de base dans la Communauté d'Afrique de l'Est contribue à la réalisation

de l'objectif consistant à "donner aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire". Pour ce faire, il appuiera des approches novatrices susceptibles d'aider les petits exploitants de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) à s'orienter davantage vers les marchés et les échanges transfrontières régionaux. Ce programme facilitera les activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques, s'agissant des questions importantes pour les petits exploitants et les commerçants pauvres (femmes, hommes et jeunes) travaillant dans le secteur alimentaire, notamment des principaux obstacles aux échanges régionaux transfrontières. Il s'attachera en particulier à influencer sur les interventions des principaux acteurs face aux obstacles d'ordre "opérationnel" qui vont à l'encontre des cadres administratif, législatif et réglementaire approuvés. En vue de contribuer à la réalisation de l'objectif prioritaire du FIDA concernant le renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres, le programme proposé mettra à disposition des modules de formation et un nombre suffisant de formateurs pour prêter appui aux projets pertinents financés par le FIDA et par d'autres intervenants. Les activités visant à renforcer les capacités des principaux prestataires de services (institutions financières, fournisseurs de services aux entreprises, agents chargés du dédouanement et de l'expédition, et fonctionnaires veillant au respect des normes de salubrité et de qualité des aliments) seront ainsi améliorées, ce qui permettra à ces derniers de faciliter les échanges transfrontières régionaux d'aliments de base.

Deuxième partie – Recommandation

6. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme intitulé "Échanges régionaux d'aliments de base dans la Communauté d'Afrique de l'Est – amener les petits exploitants à "gérer leurs activités agricoles comme une entreprise" grâce à des marchés régionaux de produits alimentaires ouverts à tous", accordera un don ne dépassant pas neuf cent vingt mille dollars des États-Unis (920 000 USD) à Kilimo Trust, à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Kilimo Trust: Échanges régionaux d'aliments de base dans la Communauté d'Afrique de l'Est – amener les petits exploitants à "gérer leurs activités agricoles comme une entreprise" grâce à des marchés régionaux de produits alimentaires ouverts à tous

I. Contexte

1. La CAE dispose de politiques et de stratégies bien définies pour développer des marchés et des échanges structurés d'aliments de base, telles que le "Plan d'action en faveur de la sécurité alimentaire dans la CAE". Toutefois, dans le cadre du marché commun de l'Afrique de l'Est, les échanges transfrontières régionaux de produits alimentaires sont le plus souvent informels, ce qui limite les marchés accessibles à la majeure partie des populations pauvres exerçant des activités de production de denrées alimentaires. Le commerce organisé d'aliments de base ne représente que 13% du volume total des échanges¹.
2. Actuellement, les marchés régionaux ne sont pas pris en compte dans les stratégies nationales de sécurité alimentaire, aussi bien dans les pays à excédent que dans les déficitaires. Par conséquent, il n'est guère question de l'extension des marchés de produits alimentaires dans les programmes de développement agricole, ce qui limite les possibilités d'assurer: i) des revenus plus élevés aux producteurs; ii) une bonne nutrition à des prix abordables pour les personnes à faible revenu en milieu rural ou urbain; et/ou iii) la viabilité de ces programmes sur le plan commercial. Malgré les investissements importants du FIDA et d'autres intervenants, la productivité agricole reste faible et/ou variable, ce qui s'explique par le "piège des faibles rendements", dû à un accès insuffisant aux marchés en raison du volume limité des échanges régionaux de produits/denrées alimentaires.
3. Il est demandé au FIDA d'accorder un don pour démarrer les activités, à l'appui d'un programme de 36 mois qui utilisera le réseau des projets financés par le FIDA dans les pays de la CAE pour jeter les bases d'un programme à long terme. Ce programme tirera parti de l'investissement d'autres intervenants pour établir des liens efficaces entre les petits producteurs de denrées alimentaires (femmes, hommes et jeunes) et les marchés régionaux (en particulier urbains) de l'Afrique de l'Est. Le programme d'échanges régionaux d'aliments de base dans la Communauté d'Afrique de l'Est fera partie d'un programme à long terme mené par le Kilimo Trust pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans cette région, en réduisant la place de l'agriculture de subsistance à haut risque au profit de systèmes fondés sur les échanges commerciaux et comportant des risques moindres.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Ce programme d'échanges régionaux d'aliments de base contribue à la réalisation de l'objectif consistant à "donner aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire". Il appuiera des approches novatrices qui aideront les petits exploitants de la CAE à s'orienter davantage vers les marchés et les échanges régionaux. Il permettra aux projets financés par le FIDA et à d'autres projets de: i) réorienter leur assistance pour que les entreprises agricoles des petits exploitants cherchent à exploiter, de manière compétitive, les possibilités offertes par les marchés régionaux; ii) faciliter l'établissement de liens efficaces entre les petits exploitants et les marchés régionaux; et iii) nouer des liens et travailler de

¹ Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA), *Accelerating Growth through Improved Intra-African Trade*, (Nairobi, 2012).

manière plus efficace avec le gouvernement, les organisations du secteur privé, les fournisseurs de services et les grands programmes (par exemple, TradeMark East Africa) chargés de faciliter les échanges commerciaux dans la CAE.

5. Compte tenu des stratégies nationales et régionales de développement agricole et de sécurité alimentaire menées dans tous les pays de la CAE, le programme d'échanges régionaux d'aliments de base facilitera les activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques, s'agissant des questions importantes pour les petits exploitants et les commerçants pauvres (femmes, hommes et jeunes) travaillant dans le secteur alimentaire, notamment des principaux obstacles aux échanges régionaux. Il s'attachera en particulier à influencer sur les interventions des principaux acteurs face aux obstacles d'ordre "opérationnel" qui vont à l'encontre des cadres administratif, législatif et réglementaire approuvés.
6. En vue de contribuer à l'objectif prioritaire du FIDA concernant le renforcement de la capacité des organisations partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres, le programme proposé mettra à disposition des modules de formation et un nombre suffisant de formateurs pour aider les projets financés par le FIDA et d'autres projets à améliorer leurs activités visant à développer les capacités des prestataires de services (institutions financières, fournisseurs de services aux entreprises, agents chargés du dédouanement et de l'expédition, et fonctionnaires veillant au respect des normes de salubrité et de qualité des aliments), ce qui permettra à ces derniers de faciliter les échanges régionaux d'aliments de base.
7. Le Kilimo Trust est bien placé pour mettre en œuvre le programme d'échanges régionaux d'aliments de base, car c'est une organisation indépendante œuvrant pour le développement par le biais de l'agriculture, à l'échelle de la région dont elle est originaire. Depuis 2005, le Kilimo Trust a appuyé et/ou mis en œuvre plus de 50 projets dans les pays de la CAE et au Soudan du Sud.
8. Lorsqu'il a préparé la demande de don et cherché à mesurer la contribution du programme d'échanges régionaux d'aliments de base au plan de travail stratégique de la Division Afrique orientale et australe (ESA), le Kilimo Trust a évalué 26 projets financés par le FIDA dans les cinq États de la CAE, en examinant la documentation et en organisant des réunions de consultation avec les chargés de programme de pays, les fonctionnaires affectés à la présence dans les pays et les responsables/personnels de la plupart des projets en cours d'exécution. Dans l'ensemble, les projets examinés travaillent sur certains aspects de l'accès aux marchés mais, ainsi qu'il ressort des rapports de supervision, les travaux menés reposent rarement sur une bonne connaissance des marchés régionaux. Les petits exploitants sont encouragés à produire d'abord des excédents avant de commencer à étudier les marchés, avec lesquels ils pourraient établir des liens commerciaux, et à mettre en place des filières; il faudrait faire l'inverse, à savoir produire des excédents commercialisables pour alimenter un marché dont le fonctionnement est bien compris. Souvent, les marchés visés se limitent aux marchés locaux et nationaux. Cela pourrait suffire lorsque l'approvisionnement est déficitaire, mais les marchés nationaux ne permettent pas d'améliorer la rentabilité pour les producteurs, dans le cas d'un produit pour lequel le pays est autosuffisant.

III. Le programme proposé

9. L'objectif général du programme est de favoriser l'accroissement des revenus et l'accélération de la création de richesse pour les petits producteurs des denrées alimentaires visées par les projets appuyés par le FIDA et par d'autres intervenants dans la région de la CAE.
10. Il a pour objet de permettre aux projets de développement agricole financés par le FIDA et par d'autres intervenants dans la CAE d'aller dans le même sens, d'acquérir des compétences de base et de travailler avec des partenaires appropriés, afin que

les entreprises commerciales des petits producteurs de denrées alimentaires² puissent répondre efficacement à la demande sur les marchés régionaux de produits alimentaires.

11. Le principal groupe cible est constitué des petits exploitants (jeunes, femmes et hommes vivant avec moins de deux dollars par jour), à savoir: i) les paysans pratiquant des activités de production et/ou de transformation primaire des principales denrées alimentaires; et/ou ii) les commerçants ruraux qui se chargent du ramassage, du regroupement et de la transformation primaire des produits, dans les zones couvertes par des projets financés par le FIDA et par d'autres projets dans la CAE. Le groupe cible secondaire comprend notamment mais pas exclusivement: les projets financés par le FIDA au Burundi, au Kenya, au Rwanda, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie; les acteurs du marché spécialisés dans les échanges commerciaux régionaux; les prestataires des services nécessaires aux échanges transfrontières de produits alimentaires; et les institutions gouvernementales chargées de faciliter et de gérer ces échanges.
12. Le programme, qui durera trois ans, comportera deux grandes composantes:
 - i) **Composante 1.** Ciblage des marchés régionaux de la CAE, fondé sur l'information, dans tous les projets financés par le FIDA dans les cinq pays d'Afrique de l'Est. Les résultats attendus sont les suivants:
 - a) Amélioration de la mise en œuvre des projets financés par le FIDA, en vue d'aider les petits exploitants visés à "gérer leur activité agricole comme une entreprise" pour faire face à la demande venant de segments spécifiques des marchés nationaux et régionaux de produits alimentaires;
 - b) Le FIDA, les autres bailleurs de fonds et les services gouvernementaux compétents collaborent en vue de prendre en compte les marchés régionaux et l'offre régionale dans leurs stratégies et programmes agricoles, et d'améliorer ainsi les revenus des producteurs. Ce programme, d'une durée de trois ans (phase I), permettra d'évaluer les principaux acteurs, de travailler avec eux afin de comprendre l'importance du rôle qu'ils jouent dans la promotion des échanges transfrontières (moyennant des analyses des possibilités et des contraintes), et de s'assurer de leur adhésion aux plans conçus pour surmonter ces obstacles. L'évaluation des capacités sera également suivie de la conception de modules de formation, qui seront mis à l'essai auprès de quelques-unes des principales parties prenantes et proposés aux autres au cours de la phase II du programme.
 - ii) **Composante 2.** Amélioration de l'organisation et de l'efficacité des liens commerciaux établis avec le secteur privé, en vue d'intégrer dans les marchés transfrontières les petits exploitants visés par les projets financés par le FIDA et par d'autres projets. Les résultats attendus sont les suivants:
 - a) Les projets permettent: de renforcer les capacités du personnel et des bénéficiaires; de tirer parti des partenariats avec des institutions encourageant les échanges; et d'attirer³ les investissements et les services du secteur privé, afin d'établir des liens commerciaux ouverts à tous avec les marchés transfrontières.

² "Riz ou haricots" (représentant l'ensemble des céréales) et "fruits et légumes" (représentant l'ensemble des denrées périssables).

³ Attraction: principe économique selon lequel l'investissement privé augmente à mesure que les dépenses publiques financées par emprunt augmentent. En effet, les dépenses publiques stimulent la demande de biens, ce qui à son tour accroît la demande du secteur privé concernant de nouvelles sources de production.

- b) Les structures utilisées pour partager les enseignements tirés et les pratiques, en vue d'améliorer les liens avec les marchés, sont renforcées, l'accent étant mis sur les échanges transfrontières de produits/denrées alimentaires.

IV. Produits et avantages escomptés

- i) **Meilleure compréhension par les projets et leurs partenaires** des possibilités et des caractéristiques des marchés nationaux et régionaux pour les produits alimentaires ciblés.
- ii) **Amélioration des capacités et des compétences des projets et de leurs prestataires de services**, s'agissant d'aider les petits exploitants visés à adapter les méthodes de gestion de l'activité agricole comme une entreprise en vue de renforcer leur compétitivité sur les marchés régionaux.
- iii) **Établissement de liens commerciaux nouveaux et/ou renforcement des liens existants** entre les petits exploitants visés par les projets et les principaux acheteurs (dans le cadre de contrats) et acteurs des grandes filières, qui s'étendent au-delà des frontières.
- iv) **Mise en place d'une plateforme de gestion des savoirs et d'apprentissage sur les meilleures pratiques** pour établir des liens efficaces avec les marchés régionaux, associant les projets, les institutions commerciales compétentes et les partenaires de la CAE.

V. Modalités d'exécution

13. Le Kilimo Trust est enregistré en Ouganda, et sa conduite, sa direction, son équipe de projet et sa structure opérationnelle sont régies par son Conseil d'administration. Ce Conseil est composé de personnalités exceptionnelles de la CAE dans les domaines du développement agricole et des activités commerciales. Il tient trois réunions ordinaires au cours de chaque exercice budgétaire (en avril, juillet et septembre). L'équipe de direction comprend un personnel de base réparti en trois divisions: finance et administration, mise en œuvre des programmes, et analyse et planification. Ce personnel de base, qui continue d'être renforcé, a été choisi de manière à apporter l'éventail des compétences nécessaires pour que le Kilimo Trust puisse assurer la mise en œuvre pratique des interventions le long des filières de produits alimentaires, ainsi que les services de soutien.
14. Le Kilimo Trust travaillera dans chacun des cinq pays avec au moins un partenaire, qui complétera ses capacités de base. Les activités qui seront menées par les partenaires seront précisées au cours de l'élaboration des plans de travail annuels détaillés. Cinq de ces partenaires ont déjà été confirmés moyennant des mémorandums d'accord et/ou des lettres d'intention. Il s'agit des organismes suivants: Intermedia Development Consultants of Kenya (Intermedia - Consultants kényans en développement), Tanzania Horticultural Association (Association horticole de Tanzanie), Rwanda's National Agricultural Export Development Board (Conseil national de développement des exportations agricoles du Rwanda), Regional Centre for Mapping of Resources for Development (Centre régional de cartographie des ressources nécessaires au développement) dont le siège est à Nairobi (Kenya), et Burundi Agribusiness Programme (Programme relatif aux entreprises agroalimentaires du Burundi).
15. Le FIDA mettra les fonds provenant du don à la disposition du Kilimo Trust conformément à l'accord de don, et le Kilimo Trust assumera la responsabilité générale de la présentation au FIDA de rapports financiers satisfaisants sur l'utilisation des fonds du don en faveur du programme d'échanges régionaux de produits de base, tel qu'il est indiqué dans l'accord de don. Le dispositif de gestion financière du programme a été évalué et jugé satisfaisant. Le Kilimo Trust passera

des accords de sous-traitance avec ses partenaires pour l'exécution d'activités spécifiques du programme.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

16. Le coût total de ce programme d'une durée de trois ans s'élève à 1 217 772 USD, la contribution du FIDA étant de 920 000 USD (soit 75,5% du coût total). Le montant du cofinancement et les coûts de base sont confirmés par le Kilimo Trust. Pour s'assurer de leur adhésion et de leur appui, il sera demandé au secteur privé et aux projets financés par le FIDA dans les cinq pays de prendre à leur charge les coûts afférents à leur participation aux activités de renforcement des capacités.
17. Les décaissements du don seront effectués à l'avance, les montants avancés étant limités à l'équivalent de six mois de dépenses, telles qu'indiquées dans le plan de travail et budget annuel. Des rapports financiers non vérifiés seront présentés au FIDA dans les 45 jours suivant la fin du semestre, et le décaissement des avances suivantes sera subordonné à la réception par le Fonds des rapports financiers portant sur les périodes précédentes.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers d'USD)

| <i>Catégories de coûts (3 ans)</i> | <i>Don proposé par le FIDA</i> | <i>Cofinancement: secteur privé et Kilimo Trust</i> | <i>Total</i> |
|-------------------------------------|--------------------------------|---|--------------|
| Biens, travaux et services | 93 | - | 93 |
| Dépenses de fonctionnement | - | 34 | 34 |
| Équipement et matériel ^a | - | 9 | 9 |
| Salaires ^b | 327 | 52 | 379 |
| Ateliers | 166 | 39 | 205 |
| Formation | 129 | 43 | 172 |
| Frais de voyage et indemnités | 131 | 36 | 167 |
| Total | 846 | 231 | 1 059 |
| Coûts de gestion du programme | 74 | 85 | 159 |
| Total général | 920 | 298 | 1 218 |

^a Les cinq ordinateurs portables nécessaires à l'exécution du programme seront achetés avec la contribution du Kilimo Trust. Ils appartiendront au programme jusqu'à la fin de sa mise en œuvre, leur propriété revenant ensuite au Kilimo Trust.

^b Les traitements des membres du personnel leur seront versés directement et seront imputés exclusivement au programme.

Don proposé par le FIDA – budget annuel

(en milliers d'USD)

| <i>Description du produit</i> | <i>Première année</i> | <i>Seconde année</i> | <i>Troisième année</i> | <i>Total</i> | <i>Pourcentage par produit</i> |
|---|-----------------------|----------------------|------------------------|--------------|--------------------------------|
| Meilleure compréhension des marchés régionaux par les projets et leurs partenaires | 118 | 97 | 66 | 281 | 31 |
| Amélioration des capacités et des compétences des projets et de leurs prestataires de services | 84 | 67 | 43 | 194 | 21 |
| Établissement de liens commerciaux nouveaux et/ou renforcement des liens existants entre les petits exploitants et les principaux acheteurs et acteurs des grandes filières qui s'étendent au-delà des frontières | 110 | 105 | 53 | 268 | 29 |
| Mise en place d'une plateforme de gestion des savoirs et d'apprentissage sur les meilleures pratiques pour établir des liens efficaces avec les marchés régionaux | 45 | 40 | 19 | 104 | 11 |
| Total | 356 | 309 | 181 | 846 | 92 |
| Coûts de gestion du programme | 31 | 27 | 16 | 74 | 8 |
| Total général | 387 | 336 | 197 | 920 | 100 |

Results-based logical framework

| | Objectives-hierarchy | Objectively verifiable indicators | Means of verification | Assumptions |
|--|---|---|--|--|
| | GOAL Enhanced incomes and accelerated wealth creation for smallholder (women, men and youth) producers of food commodities, targeted by programs supported by IFAD and others in the EAC Region. | An increase by 20% the incomes of at least 10,000 of the small-scale farmers (women, men and youth) targeted by the IFAD-Projects in the EAC | Ex-Post Evaluation Reports of the Projects against REACTS baseline TBD in PSD+6 | |
| | OBJECTIVE To enable agricultural development Projects of IFAD and others in the EAC Region to align, build core skills, and work with relevant partners in enabling business enterprises of smallholder producers of target food commodities, to respond effectively to regional markets for food products. | At least 15,000 of the small-scale farmers targeted by the IFAD-Projects in the EAC, are part of inclusive business linkages to cross-border markets At least one of the Projects per EAC Partner State, has oriented its interventions towards responding to well understood cross-border markets | <ul style="list-style-type: none"> Annual reports of the IFAD-Projects IFAD's Supervision Mission Reports IFAD'S ESA Portfolio Review Reports | EAC Common market agreements are enforced Peace and security is maintained across all the Partner States of the EAC |
| | OUTPUTS | | | |
| | 1. Increased understanding by the projects and their partners, the opportunities and characteristics of regional markets for the target food commodities | Revision of Projects' intervention to expand focus on assisting smallholders to target competitiveness in cross-border regional markets | <ul style="list-style-type: none"> REACTS M&E database and 6 monthly reports Progress and M&E reports of the Projects IFAD-ESA Project Appraisals and Designs | The EAC Food Security Action Plan continue to be implemented |
| | 2. Increased Capacity and Skills among the projects and their service providers to assist the smallholders to adapt "farming as business" for enhanced competitiveness in regional markets | Projects, their partners and beneficiaries use packages and trainers for scaling-out capacity building, at own costs | | Continued reduction of the most binding infrastructural and institutional bottlenecks to cross-border trade |
| | 3. New and/or enhanced business linkages between the smallholders targeted by the Projects and main off-takers and actors in key value chains stretching across-borders | Projects & BDS partners are brokering business linkages for their beneficiaries at own initiative and costs. | | |
| | 4. Platform for KM&L on best practices for effective linkages to regional markets - involving the Projects & relevant trade institutions/partners in the EAC | A regional knowledge base on options, practices and experiences in linking smallholders to regional markets is in place - (with up-dates every 6 months thereafter) | <ul style="list-style-type: none"> Relevant business and policy briefs on the knowledge base | |
| | Key Activities | | Milestones (PSD = project start date + months) | Assumptions |
| | (1.1) Produce simplified information packages on consumer segments (1.2) Produce GIS database and diagnostics of major market segments, their geographies & comparative advantages for the smallholders (1.3) Develop within-Projects' capacities to continuously update the data and the analysis (2.1) Enable the Projects to design/modify the interventions they support to enhance market-responsiveness and competitiveness. (2.2) Develop Training of Trainers (ToT) packages on best practices in production and post harvest handling in response to markets. (2.3) Implement sufficient ToTs, and pilot training of project's staff and key service providers, and public and private sector partners. (3.1) Identify and profile key off-takers to engage with the projects for linking smallholders to regional cross-border trade (3.2) Undertake coaching and mentoring on tools for business linkages in cross-border trade (3.3) Build awareness, justification and agree on plans for dealing with operational obstacles in cross-border trade (3.4) Support formation of strong network of champions for cross-border trade within the ministries and other institutions responsible for trade (4.1) Develop and implement a plan for communication & knowledge sharing (4.2) Develop tools and procedures for "Process Documentation". (4.3) Develop, prepare and publish/produce KSPs, using participatory tools involving staff of the project and the target stakeholders (4.4) Implement communication and knowledge sharing activities as per plan | | PSD+34: Final series of training and learning-by-doing completed for projects and their service providers PSD+3: Countries and Projects financed by IFAD and commodities selected and capacity assessments for regional trade conducted PSD+33: Validated Training & Reference Guides produced PSD+30: Final edition "market characteristics reports" available PSD+24: Training of traders and other VC actors on how to deal with operational obstacles, finalized PSD+20: Series of joint learning events to raise capacity for Process Documentations among partners - completed PSD+18: First edition GIS Database completed PSD+18: First batch of ToTs completed PSD+18: First series of training and learning-by-doing completed PSD+15: Signed MoUs /agreements for the 1 st batch of business linkages PSD+15: Required changes of interventions of the Projects in response to market characteristics - articulated and validated PSD+15: First edition "market characteristics reports" available PSD+6: Simplified information packs on what is already possible under existing trade rules PSD+12: Communication and Knowledge Sharing Plan has been validated with stakeholders PSD+12: Plans on how to deal with operational obstacles, prepared and validated | Off-takers will respond positively to collaborate with the Projects Continued willingness of the Projects of IFAD and others to: <ul style="list-style-type: none"> Prioritize access to markets - in objectives and fund allocation Adjust interventions to support focus on cross-border food markets Invest with REACTS in building the business linkages and capacity for cross-border trade in food commodities |